

de dollars les dépenses de propagande du gouvernement, sans oublier la réduction de la taxe d'accise sur l'éthanol.

La plupart de ces décisions sont issues de propositions de l'opposition officielle. Le député de Lambton—Middlesex est présent ce soir. Il a fait inscrire au *Feuilleton*, il y a au moins trois ou quatre ans, un projet de loi sur l'usage de l'éthanol. Le gouvernement a finalement réagi, mais il reste à voir s'il mettra vraiment en place un programme efficace de promotion des carburants renouvelables et s'il ne se contentera pas de réduire la taxe d'accise. La mesure est importante, mais un programme global de promotion, de recherche et de développement s'impose pour vraiment en arriver à mettre au point ces carburants renouvelables.

Si l'on en juge par ce document, les pauvres et les chômeurs vont demeurer pauvres et chômeurs. Par exemple, les réductions d'impôt dont on parle ne représentent, en fait, pratiquement rien. C'est ainsi qu'une famille de quatre personnes ayant un revenu annuel de 15 000 \$ réalisera une épargne fiscale de 2 \$. La prestation pour enfants, qui a été qualifiée de progrès énorme, signifie qu'une famille de quatre personnes touchant 30 000 \$ par année recevra 4 \$ de plus par mois.

Le budget prévoit quelques petites mesures apparemment aptes à améliorer la situation, mais il n'apporte absolument aucune solution au problème principal de notre pays, soit l'effondrement total de son économie allié au chômage élevé. Prenons un exemple.

• (1800)

Une semaine à peine avant le dépôt du budget par le ministre des Finances, le conseil de la productivité agricole, qui conseille le gouvernement sur la façon de mieux transformer les produits agricoles, a recommandé que l'on hausse de 25 à 50 p. 100 la déduction pour amortissement des nouveaux investissements afin de stimuler le secteur de la transformation des aliments, qui est après tout le deuxième plus important secteur manufacturier au Canada.

Même à cela, le conseil croit que le secteur ne sera peut-être pas très prospère, mais cela constituerait un stimulant vraiment important pour ce secteur qui a perdu près de 70 usines et plus de 18 000 emplois dans tout le pays depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange. Nous risquons de perdre l'industrie alimentaire et le marché pour ces milliers de producteurs du pays qui sont menacés par les négociations au GATT ainsi que l'Accord de libre-échange, mais le gouvernement et le ministre des Finances se contentent d'augmenter de 5 p.

100, pour la porter à 30 p. 100, la déduction pour amortissement. C'est là une mesure symbolique; on est loin de ce qu'a recommandé le conseil consultatif sur la productivité.

On constate cela dans tout le secteur de la transformation et de la fabrication qui est en plein marasme à l'heure actuelle. Ce n'est là qu'un exemple de l'absence d'un programme important tendant à ramener notre pays sur la bonne voie.

Le chef de l'opposition a recommandé le lancement de certains projets de travaux publics pour relancer l'économie ainsi que pour essayer de réduire le chômage et de redonner confiance au secteur privé. Or, le budget ne renferme aucune mesure à cet égard.

Je me rappelle que, durant la récession de 1981-1982, on a lancé un grand programme de travaux publics et qu'en 1983, l'économie a réussi à sortir de la récession. Je n'ai pas oublié que nous avons alors des programmes de lutte contre le chômage qui ont favorisé la reprise.

Cette récession est beaucoup plus grave que celle de 1981-1982, car certaines fermetures d'usines risquent bien d'être permanentes. À l'époque, les entreprises licenciaient temporairement leurs employés, puis les réembauchaient. Il nous faut lancer un programme de reconstruction pour stimuler notre économie.

Dans le secteur du conditionnement des aliments, le conseil sur la productivité a recommandé de doubler les déductions pour amortissement, d'offrir de forts encouragements en matière de recherche et de développement et d'appliquer de nouvelles techniques, car après tout, nos concurrents sont non seulement les États-Unis, mais également les pays européens dans ce secteur; or, dans ce budget, on ne prévoit pas assez de mesures concrètes à cet égard pour redresser la situation.

Nous sommes déçus de voir que ce budget est loin d'aller assez loin et, en plus, on constate que le gouvernement a décidé de supprimer des groupes comme le Conseil des sciences et le Conseil économique qui, après tout, sont en quelque sorte des radars à longue portée qui ne se limitent pas à la politique ou à la situation économique du moment ni à certains secteurs de l'économie, mais qui scrutent plutôt une longue période.

Pourtant, le gouvernement supprime ces organismes indépendants qui fonctionnent à l'échelle internationale et sont en mesure de le conseiller sur la voie à suivre en lui transmettant des avis indépendants et parfois critiques.